



La pharmacie sous le signe de la mondialisation

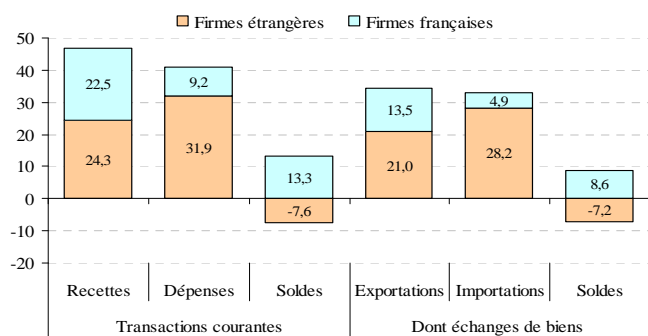
L'industrie pharmaceutique, qui conserve une production significative en France, se distingue par un haut degré d'internationalisation. La présente étude, réalisée à partir des comptes 2012 de secteurs, montre que les firmes multinationales du « cœur » de la pharmacie dégagent un excédent commercial de biens et services de 2,6 milliards, soit un montant un peu inférieur aux revenus d'investissements directs. La moitié d'entre elles est constituée majoritairement de filiales commerciales de groupes étrangers dont les importations sont essentiellement destinées à alimenter le marché intérieur. En amont de la chaîne d'activité, un quart des firmes pharmaceutiques est formé de filiales industrielles, produisant en France et alimentant l'ensemble des marchés mondiaux. Le poids des groupes français est prépondérant dans ce modèle. Le dernier quart regroupe des firmes, le plus souvent sous contrôle étranger, qui jouent un rôle actif dans les échanges de biens.

Tableau 1 : Balance des transactions courantes des firmes multinationales du « cœur » de la pharmacie

en milliards d'euros	Recettes	Dépenses	Soldes
Echanges de biens	34,5	33,1	1,4
dont biens pharmaceutiques	26,4	23,4	3,0
Echanges de services	7,0	5,8	1,2
Echanges de biens et services	41,5	38,9	2,6
Revenus d'investissements directs	5,3	2,2	3,1
dont dividendes	5,6	0,8	4,8
Transactions courantes	46,8	41,1	5,7

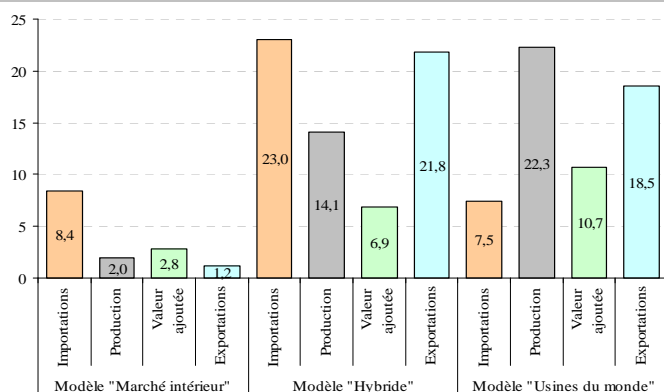
Sources : Base 2012 - Banque de France, Douane, Insee.

Graph.1 : Répartition des transactions courantes et des échanges de biens, selon l'origine du contrôle des firmes (en milliards d'euros)



Sources : Base 2012 - Banque de France, Douane, Insee.

Graph.2 : Agrégats sur les biens et services en 2012, selon le modèle d'internationalisation (en milliards d'euros)



Sources : Base 2012 - Banque de France, Douane, Insee.

Une forte internationalisation de la pharmacie

Cette étude sur la mondialisation des échanges part du constat que les analyses traditionnelles se limitent le plus souvent au seul commerce international de biens. Or, une approche large s'appuyant également sur l'activité productive, les échanges de services et les revenus d'investissements directs donne une image plus complète de l'insertion de la France dans l'économie mondiale. Ces travaux ont donc été menés conjointement à partir des données provenant de la Douane, de l'Insee et de la Banque de France.

Le choix a été fait de se focaliser sur le secteur de la pharmacie, qui conserve une production significative en France, tout en étant fortement internationalisé (les exportations de biens et de services représentent près des deux tiers du chiffre d'affaires total du secteur de la pharmacie). L'analyse se veut également innovante car elle se base sur les groupes d'entreprises qui s'avèrent plus pertinents pour appréhender les phénomènes d'internationalisation. Ainsi, seules ont été retenues les firmes multinationales (françaises et étrangères), dont l'activité proprement pharmaceutique (industrie pharmaceutique ou commerce de gros de produits pharmaceutiques) est prépondérante en termes de chiffre d'affaires, d'effectifs, de commerce extérieur et de dépenses de recherche et développement, soit un « cœur » de 370 groupes d'entreprises, regroupant 1 300 unités légales situées en France. En 2012, ces firmes dégagent un chiffre d'affaires de 82 milliards d'euros et emploient 123 000 personnes.

Les revenus d'investissements directs rapportent plus que l'excédent des biens et services

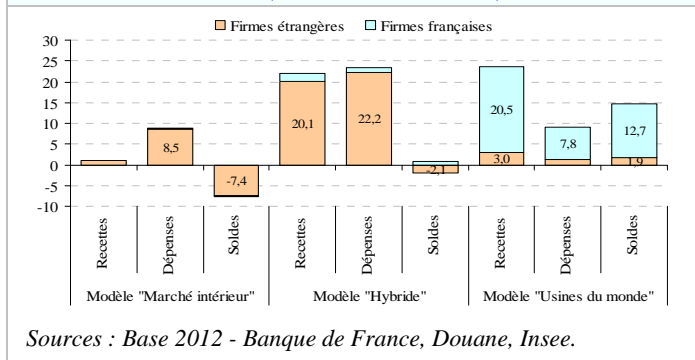
En 2012, les exportations de biens des firmes de la pharmacie s'élèvent à 34,5 milliards, contre 33,1 milliards pour les importations, soit un excédent de 1,4 milliard. Les seuls biens pharmaceutiques, qui constituent les trois quarts des flux, dégagent un surplus de 3,0 milliards, tandis que les échanges de biens non pharmaceutiques s'inscrivent en déficit. Ces derniers sont composés essentiellement de produits chimiques, utilisés au titre de consommations intermédiaires, et d'instruments médicaux. De leur côté, les échanges de services participent à hauteur de 1,2 milliard à l'excédent des biens et services. Si les exportations de services sont surtout constituées de redevances au titre des brevets et licences concédés, la structure des importations est plus diversifiée. Les revenus nets d'investissements directs (+3,1 milliards) contribuent un peu plus que le solde des biens et des services (+2,6 milliards) au solde des transactions courantes (+5,7 milliards). Ils découlent principalement des dividendes perçus par les firmes françaises auprès de leurs filiales étrangères (hors revenus des investissements de portefeuille, non comptabilisés ici).



Des stratégies d'internationalisation différenciées

En première approche, la contribution au solde courant semble opposer les firmes françaises, qui globalement dégagent un excédent (+13,3 milliards), aux firmes étrangères, affichant un déficit (-7,6 milliards). De fait, ce contraste renvoie à trois modèles économiques sous-jacents distincts.

Graph.3 : Répartition des transactions courantes en 2012, selon l'origine du contrôle des firmes et le modèle d'internationalisation (en milliards d'euros)



Le premier modèle, dit « *Marché intérieur* », regroupe très majoritairement des firmes étrangères, à vocation essentiellement commerciale. Situées en aval de la chaîne d'activité, ces entreprises importent pour desservir le marché intérieur mais produisent peu et leur activité à l'exportation est marginale. Ainsi, ce modèle est par essence déficitaire, avec un déficit courant de 7,6 milliards en 2012, dont 7,3 milliards de déficit commercial (biens et services).

En amont de la chaîne d'activité, le modèle « *Usines du monde* » se compose de firmes qui importent peu mais produisent et exportent beaucoup afin d'alimenter l'ensemble des marchés mondiaux et approvisionner leurs filiales à l'étranger. Dans ce modèle, où le poids des firmes françaises est prédominant, les entreprises enregistrent des excédents conséquents, tant sur les biens et services (11,1 milliards) qu'au titre des revenus d'investissements à l'étranger (3,5 milliards).

Le modèle intermédiaire, dit « *Hybride* », regroupe essentiellement des firmes étrangères. Elles ont une production importante en France et jouent un rôle actif dans les échanges de biens, à la fois à l'exportation (56 % de leurs ventes) et à l'importation (62 % de leurs achats), qui laisse penser qu'elles sont fortement impliquées dans les chaînes de valeur ajoutée. Ce modèle présente un léger déficit courant (-1,3 milliard).

Les échanges avec l'Europe sont prépondérants

Quel que soit le modèle, la majeure partie des échanges des firmes multinationales, s'effectue avec les pays de l'Union européenne (UE).

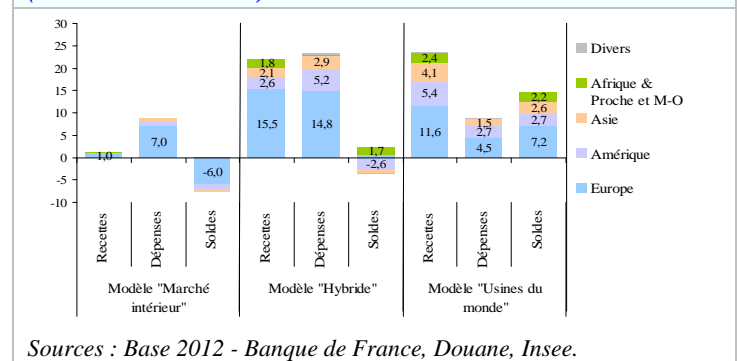
Dans le modèle « *Hybride* », plus de la moitié des transactions sont réalisées avec les pays européens, vis-à-vis desquels le solde courant est globalement équilibré. En revanche, les échanges sont déficitaires avec l'Amérique (notamment pour les produits pharmaceutiques) et l'Asie (produits non pharmaceutiques).

Dans le modèle « *Marché intérieur* », les importations obéissent à une logique de proximité et viennent principalement de l'Union européenne, qui constitue l'essentiel du déficit.

Dans le modèle « *Usines du monde* », le poids de l'Union européenne dans les échanges est moindre. En revanche, les firmes de ce groupe, de taille relativement importante, ont la capacité de se projeter sur les marchés lointains, comme l'Amérique et l'Asie.

Ainsi, l'excédent courant avec l'Amérique (+2,7 milliards, dont la moitié provient des échanges de services) et l'Asie (+2,6 milliards, dont +1,1 milliard de dividendes nets reçus) est comparable à celui obtenu avec l'Union européenne (+5,8 milliards, dont la moitié sous forme de revenus d'investissements directs). La France trouve également un débouché important en Afrique et dans les pays du Proche et Moyen-Orient, qui sont des clients finaux, d'où l'obtention d'un excédent courant respectif de 1,5 milliard et 0,7 milliard.

Graph.4 : Répartition des transactions courantes en 2012, selon la zone géographique et le modèle d'internationalisation (en milliards d'euros)



Des échanges déficitaires avec le pays d'origine de la tête de groupe

Les achats de la pharmacie réalisés par les filiales étrangères s'effectuent de façon privilégiée avec le pays d'origine de la tête de groupe, qui représente plus du quart des flux entrants. C'est notamment le cas pour les firmes sous contrôle allemand, dont les importations viennent à hauteur de 60 % d'Allemagne. Cette proportion est de l'ordre de 30 % pour les firmes dont la tête de groupe se situe en Suisse ou aux Etats-Unis. Les échanges des firmes multinationales pharmaceutiques sont toujours déficitaires avec le pays d'origine de la tête de groupe.

De façon symétrique, les firmes françaises reposant essentiellement sur le modèle « *Usines du monde* » présentent un excédent courant, notamment en raison d'importantes recettes provenant de leurs filiales à l'étranger. A la différence des entreprises étrangères dont le solde porte quasi-exclusivement sur les échanges de biens, le tiers de la balance des transactions courantes des firmes françaises est composé de revenus d'investissements directs (hors revenus d'investissements de portefeuille).

Méthodologie et sources

Cette étude a été réalisée en collaboration avec la Banque de France et l'Insee, à partir de données individuelles d'entreprises disponibles dans les trois organismes (chiffre d'affaires, effectifs, commerce extérieur de biens, échanges sur les services et transferts de revenus).

Elle porte sur 2012, dernière année pour laquelle les comptes des entreprises et leurs liens financiers sont connus.

Trois modèles de firmes multinationales de la pharmacie en France ont été identifiés à partir de la distribution du ratio « Exportations de biens et services / (Exportations + Importations) ». Le modèle « *Marché intérieur* » regroupe les firmes se situant en dessous de la valeur médiane, le modèle « *Hybride* » entre la médiane et le dernier quartile et le modèle « *Usines du monde* » au-delà du dernier quartile.

Des présentations plus détaillées de la méthodologie et d'autres résultats sont disponibles dans les publications suivantes :

- « 370 firmes multinationales au cœur de la pharmacie en France », *Insee Première*, mai 2016 ;
- « Stratégie d'internationalisation dans la pharmacie », *Bulletin de la Banque de France*, mai 2016.